

REMISE

Association Loi 1901

Siège social :

10 RUE DE GRAFFIGNY
54000 NANCY

* * * * *

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

* * *

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES



REMISE

Association Loi 1901

Siège social :

10 RUE DE GRAFFIGNY
54000 NANCY

* * * * *

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

* * *

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS



Mesdames, Messieurs,

I – OPINION AVEC OBSERVATION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par la Présidente le 31/12/2024 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite à la page 14 de l'annexe des comptes.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

III – JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Nous avons veillé au respect des principes de prudence et de permanence des méthodes. Sur ces points, nos travaux ont porté plus particulièrement sur l'évaluation des créances. Nous avons procédé au contrôle des provisions pour risques et charges en nous assurant qu'elles couvraient les risques identifiés.

Nous avons vérifié que le système d'information permettait de garantir l'exhaustivité des produits rattachés à l'exercice.



Conclusion :

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV - VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'Association, sur la situation financière et les comptes annuels.

V - RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI - RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.



Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Metz, le 26 juin 2025

Zakaria ABARRAH
Commissaire aux comptes



ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



REMISE				
Bilan - Actif				
Du 01/01/2024 au 31/12/2024				
Actif	Valeurs au 31/12/2024			Valeurs au 31/12/2023
	Brut	Amort. et dépréc.	Net	
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences et logiciels	204 311	34 538	169 773	137 709
Fonds commercial				
Autres Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours	24 910		24 910	24 910
Immobilisations incorporelles avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques				
Autres immobilisations corporelles	9 885	4 887	4 997	7 020
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations corporelles avances				
Immobilisations financières				
Participations	100		100	100
Créances rattachées à des participations				
TIAP				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	150		150	
TOTAL (I)	239 356	39 425	199 931	169 739
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	8 485		8 485	6 004
Avances et acomptes versés sur commande				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	1 703		1 703	12 391
Autres créances	47 146		47 146	68 891
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions Propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme				
Disponibilités	11 222		11 222	46 611
Charges constatées d'avance	138		138	3 220
TOTAL (II)	68 693		68 693	137 118
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion et différences d'évaluation - Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	308 049	39 425	268 624	306 856



REMISE
Bilan - Passif
Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Passif	Valeurs nettes au 31/12/2024	Valeurs nettes au 31/12/2023
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé: 0)		
Primes d'émission, de fusion, d'apport	12 000	16 000
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves		
Réserve légale		
Réserve statutaire		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	7 051	9 889
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	5 410	-2 838
SITUATION NETTE	24 461	23 051
Subvention d'investissement	154 676	120 934
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	179 138	143 986
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL (I) BIS		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (II)		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 149	16 898
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus		441
Dettes fournisseurs et Comptes rattachés	11 855	48 973
Dettes fiscales et sociales	14 318	9 077
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Autres dettes	400	
Produits constatés d'avance	48 764	87 482
TOTAL (III)	89 486	162 871
Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif (IV)		
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF (I + II + III + IV)	268 624	306 856



REMISE

Compte de Résultat

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Variations	
			en valeur	en %
Produits d'exploitation :				
Ventes de Marchandises	5 496	17 030	-11 534	-68
Production vendue	23 321	23 701	-380	-2
Montant net du chiffre d'affaires	28 817	40 731	-11 914	-29
Production stockée				
Production immobilisée	6 439	19 179	-12 740	-66
Subventions	151 929	45 163	106 766	236
Reprise / amort., dép., prov. et transfert de charges				
Autres produits	2 757	25 979	-23 222	-89
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	189 942	131 052	58 890	45
Charges d'exploitation :				
Achats de Marchandises				
Variation de stock de marchandises	-2 481	-3 055	574	-19
Achats de matières premières et autres appro.	341		341	
Variation de stock de matières premières				
Autres achats et charges externes (1)	38 215	62 213	-23 998	-39
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires	92 281	45 467	46 814	103
Cotisations sociales	28 222	12 858	15 364	119
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	26 565	12 860	13 704	107
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges	1 057	742	315	42
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	184 200	131 086	53 114	41
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	5 742	-34	5 776	-16 893
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun :				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
(1) Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				



ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 268 624 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un résultat de 5 410 Euros.

L'exercice clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun événement ni élément significatif ne sont survenus au cours de l'exercice.

Règles, principes et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement 2016-07 de l'ANC à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :



- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- Constructions de 20 à 50 ans,
- Agencements et aménagements de 10 à 15 ans,
- Installations techniques de 5 à 10 ans,
- Matériels et outillages de 2.5 à 10 ans,
- Matériel de transport de 2 à 5 ans,
- Matériel de bureau de 2 à 5 ans,
- Mobilier 5 à 10 ans.

Fonds commercial

Le fonds commercial n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test conduit à constater une dépréciation lorsque la valeur recouvrable du fonds commercial est inférieure à sa valeur nette comptable. Les dépréciations constatées ne peuvent pas faire l'objet de reprise ultérieure.

Frais de Recherche et Développement

Sans objet.

Immobilisations financières



Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode premier entré, premier sorti (FIFO).

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires, après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks est effectuée le cas échéant pour tenir compte de la valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

La valeur nette des stocks à la clôture de l'exercice est la suivante :

- Matières Premières : 0 €
- Autres Approvisionnements : 0 €
- Produits Finis : 0 €
- Marchandises : 8 485 €
- En-cours de Biens : 0 €
- En-cours de Services : 0 €

Créances & Dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les charges et les produits en devises sont enregistrés au taux de conversion à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan au taux de conversion au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion sont directement



comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Informations Complémentaires

Écarts de conversion Actif

- Exploitation : 0 €
- Financier : 0 €
- Exceptionnel : 0 €

Écarts de conversion Passif

- Exploitation : 0 €
- Financier : 0 €
- Exceptionnel : 0 €

Capitaux propres

Variation Capitaux Propres

Libellé	Solde à l'ouverture	Affectation du Résultat	Autres variations	Solde à la Clôture
Capital Social	0	0	0	0
Réserve légale	0	0	0	0
Autres réserves	0	0	0	0
Report à nouveau	9 889	-2 838	0	7 051
Résultat de l'exercice	-2 838	2 838	0	0

Engagements Financiers donnés et reçus

Néant

Engagements de dettes assorties de sûretés réelles

Néant

Engagement de Crédit-Bail

Néant



Engagement Retraite

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués selon une méthode actuarielle (la recommandation ANC 2013-02), en prenant des hypothèses concernant l'évolution des salaires, l'âge de départ à la retraite, la mortalité, puis ces évaluations sont ramenées à leur valeur actuelle.

Ces engagements font l'objet de provisions au passif du bilan.

L'engagement retraite est de :

- Non provisionné : 175 €

Autres informations

Rémunérations des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Effectif moyen

L'effectif moyen est de 3 salariés.

Continuité d'exploitation

Actuellement, l'association est confrontée à des problèmes financiers et à des enjeux liés à sa pérennité. Pour surmonter ces défis, un plan stratégique à long terme a été mise en place, et de nouvelles possibilités de financement sont en cours d'exploration. Il est impératif que l'association suive rigoureusement ce plan d'action, sous peine de devoir mettre fin à ses opérations.



<p>REMISE</p> <p>ANNEXE</p> <p>Du 01/01/2024 au 31/12/2024</p>

IMMOBILISATIONS

	Etat exprimé en euros	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs Brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virement p à p	Cessions	
Incorporelles	Frais d'établissements et de développement						
	Autres	173 814		55 408			229 222
	Total immobilisations incorporelles	173 814		55 408			229 222
Corporelles	Terrains						
	Constructions						
	Instal. technique, matériel outillages industriels						
	Instal. agencement, aménagements divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	8 686		1 199			9 885
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grevées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Total immobilisations corporelles	8 686		1 199			9 885
Financières	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	100					100
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres Immobilisations financières			1250		1 100	150
	Total immobilisations financières	100		1 250		1 100	250
	Total	182 600		57 857		1 100	239 357



<p>REMISE</p> <p>ANNEXE</p> <p>Du 01/01/2024 au 31/12/2024</p>

AMORTISSEMENTS

	Etat exprimé en euros	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
Incorporelles	Frais d'établissements et de développement				
	Autres	11 195	23 343		34 538
	Total immobilisations incorporelles	11 195	23 343		34 538
Corporelles	Terrains				
	Constructions				
	Instal. technique, matériel outillages industriels				
	Instal. agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 666	3 222		4 887
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Total immobilisations corporelles	1 666	3 222		4 887
	Total	12 861	26 565		39 425



REMISE
ANNEXE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CREANCES ET DETTES

CREANCES	Etat exprimé en euros	31/12/2024	1 an au plus	Plus d'1 an
	Créances rattachées à des participations Prêts Autres immobilisations financières	150	150	
	Clients douteux ou litigieux Autres créances clients	1 703	1 703	
	Créances représentatives des titres prêtés Personnel et comptes rattachés Sécurité sociale et autres organismes sociaux Impôts sur les bénéfices Taxe sur la valeur ajoutée Autres impôts et taxes versements assimilés			
	Divers	32 146	32 146	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	15 000	15 000	
	Charges constatées d'avance	138	138	
	Total des créances	49 136	49 136	

DETTES	Etat exprimé en euros	31/12/2024	1 an au plus	Plus d'1 an
	Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max à l'origine Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine Emprunts et dettes financières divers	14 128	2 804	11 324
	Fournisseurs et comptes rattachés	11 855	11 855	
	Personnel et comptes rattachés	8 824	8 824	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 329	5 329	
	Impôts sur les bénéfices Taxe sur la valeur ajoutée Obligations cautionnées Autres impôts, taxes et assimilés	165	165	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Groupe et associés			
	Autres dettes	400	400	
	Dettes représentative de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance	48 764	48 764	
	Total des dettes	89 465	78 141	11 324



REMISE
ANNEXE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - Exploitation	2025	48 764	48 764
Subventions			
Chiffre d'affaires			
Produits constatés d'avance - Financiers			
Produits constatés d'avance - Exceptionnels			
Total			48 764



REMISE
ANNEXE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - Exploitation	2025	138	138
Charge d'exploitation			
Charges constatées d'avance - Financiers			
Charges constatées d'avance - Exceptionnels			
Total			138



<p>REMISE</p> <p>Contributions volontaires</p> <p>Du 01/01/2024 au 31/12/2024</p>
--

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Variations	
			En valeur	En %
Produits				
Bénévolat	17 620	14 984	+ 2 636	+ 17.60%
Prestations en nature				
Dons en nature	5 878		+ 5 878	+ 100%
Charges				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuit de biens et services	5 878		+ 5 878	+ 100%
Personnel bénévole	17 620	14 984	+ 2 636	+ 17.60%

Contributions volontaires en nature				
Bénévolat <i>870000 BENEVOLAT</i>	17 620	14 984	+ 2 636	+ 17.60%
Prestations en nature <i>872000 PRESTATIONS EN NATURE</i>				
Dons en nature <i>871000 DONS EN NATURE</i>	5 878		+ 5 878	+ 100%
Charges des contributions volontaires en nature				
Mise à dispositions gratuite biens et services <i>861000 MISE A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS</i> <i>862000 PRESTATIONS</i>	5 878		+ 5 878	+ 100%
Personnel bénévole <i>864000 PERSONNEL BENEVOLE</i>	17 620	14 984	+ 2 636	+ 17.60%